

# GUERRE OUVERTE

*« Nous sommes la proie de gestionnaires de faillite, avides d'engranger des derniers profits à court terme en surexploitant des citoyens, invités à combler, au prix d'une vie de plus en plus précaire, le gouffre sans fond du déficit creusé par les malversations bancaires. »*

Raoul Vaneigem, *L'État n'est plus rien, soyons tout*

L'escroquerie du temps décompté se précipite, l'espace se restreint aux marchandages et aux spéculations, notre survie s'amenuise dans la restriction. Crever d'une lente agonie ou s'insurger sans savoir où l'on va, il semble qu'il n'y aurait plus d'autre choix.

Si le temps n'est que le déroulement d'un film dont la réalisation serait programmée par le scénario d'une catastrophe annoncée, tout libre choix ne serait qu'illusion. Si le temps coule librement, dérivant au gré des situations, où chaque moment contient toutes les éventualités concevables de choix, alors il peut y avoir un nombre infini de mondes réalisables.

Quand tout va mal, c'est la faute à la crise, à la fatalité de mauvaises conditions qu'on espère temporaires, la faute à la technostructure, aux vices cachés d'un système toujours perfectible. Il n'y a plus de coupables, car plus personne n'est responsable de quoi que ce soit. On voudrait nous faire croire que ceux qui ont pris les décisions qui nous ont amenés à cette situation n'auraient pas eu le choix, que tout cela était inévitable. Personne ne croit plus à un avenir acceptable. Et comme le prédisaient les punks, il n'y a plus de futur sinon catastrophique.

En état de crise, on nous dit que c'est la faute aux banques si tout va mal, mais qu'il faut absolument les sauver sinon tout s'écroulera, et qu'il ne faut absolument pas les réguler si l'on veut qu'elles restent compétitives. Les banques sont devenues de grands groupes financiers, machines de guerre de première ligne, centre d'un système financier hypertrophié extrêmement opaque, dont personne ne connaît précisément l'ampleur.

*« Jamais un groupe d'intérêt aussi puissant que celui qui s'est constitué autour de la finance ne renoncera de lui-même au moindre de ses privilèges, seule peut le mettre à bas la force d'un mouvement insurrectionnel – puisqu'il est bien clair par ailleurs qu'aucun des partis de gouvernement, nulle part, n'a le réel désir de l'attaquer. »*

Frédéric Lordon

Les gouvernants tentent de sauver les apparences en ruinant un peu plus l'avenir. Ils voudraient nous faire croire qu'ils peuvent encore tout sauver, alors que tout semble déjà compromis. Taxer les transactions financières ne servirait à rien, car cela les ferait disparaître dans l'illégalité. La plupart des flux financiers internationaux sont invisibles, non taxables, non imposables, non contrôlables. Ils transitent de gré à gré par des paradis fiscaux. Tout au long de la crise, plus de 14 000 milliards de dollars ont été empruntés au futur, et devront être remboursés par les populations.

Aucune mesure efficace n'a été prise pour contrôler les fonds spéculatifs, ni pour réguler l'évasion fiscale. Les puissances financières dictent leur loi et imposent aux populations toujours plus d'austérité et de régression, afin d'augmenter sans fin leurs profits démesurés. Avec la mondialisation et l'informatisation générale du système, l'aristocratie financière s'est emparée, avec l'aide des États, de tous les pouvoirs sur une société devenue planétaire.

Il y aurait actuellement plusieurs millions de milliards de dollars de transactions financières spéculatives sur le marché des changes et produits dérivés de gré à gré. Un trou noir de dettes sans fin qui représentent des volumes entre vingt et cinquante fois le PIB mondial, et

peut-être bien plus, car la grande majorité de ces transactions s'effectuent par l'intermédiaire de plusieurs paradis fiscaux et judiciaires, rendues ainsi, indétectables. Ces spéculations démesurées échappent de la sorte à tout contrôle et à toute comptabilité.

Les ultrariches, trafiquants mondiaux de la haute finance toute puissante, utilisent la crise qu'ils ont provoquée pour désindustrialiser l'occident, détruire l'Europe pour se l'approprier, appauvrir les classes moyennes et prolétarianiser toutes les couches de population, excepté leur petite caste de quelques centaines d'usurpateurs qui profitent du trouble pour rafler tout ce qui peut-être ramassé. Ils appellent ça la révolution finale. Ils ne veulent ni stabilité ni prospérité ni autosuffisance, mais un contrôle généralisé des populations appauvries. Ils veulent que vous soyez entièrement occupés à travailler pour les plus puissantes des multinationales, et complètement préoccupés à essayer de survivre sans jamais défier leur pouvoir absolu sur le monde.

Barack Obama compare la situation actuelle à un « *Armagedon financier* », terme biblique mentionné dans le livre de l'Apocalypse, c'est un lieu symbolique du combat final entre le bien et le mal, batailles catastrophiques d'ampleur planétaire. La crise c'est la guerre ouverte de la haute bourgeoisie, seul maître de la finance mondiale, contre toutes les autres couches de la population, y compris la petite bourgeoisie qui paye déjà le prix de la récession économique, qui n'en est pourtant qu'à ses débuts.

Cette aristocratie financière ne se laissera pas contrôler par des États esclaves de leurs dettes, emprunts dont elle est elle-même la créditrice, et se battra jusqu'au bout pour défendre ses privilèges sans limites, car elle en a les moyens, tant que le système fonctionne encore, un tant soit peu.

Après avoir donné toutes les libertés aux trafics financiers, hors de tout contrôle, les États ont pu volontairement s'endetter à des taux prohibitifs, auprès de ces mêmes financiers, ce qui les a placés en position de dépendance envers leurs créanciers. Maintenant proches de la faillite, les États ont perdu leur pouvoir de décision, dépendant du bon vouloir des agences de notation, qui ne sont en fait que des instruments aux mains de la haute finance. La menace d'une faillite généralisée oblige les États à imposer une politique d'état d'urgence, balayant la démocratie parlementaire au passage, appliquant une dictature mondiale qui instaure cette nouvelle forme de capitalisme financier, construit sur l'illusion d'une crise perpétuelle.

Tout espoir de reprise économique mondiale significative et durable s'est dorénavant évanoui. Il n'y a effectivement pas d'alternatives à la récession si l'on reste soumis à l'emprise des marchés financiers où certains gagnent des fortunes en spéculant sur les dettes, et en pariant sur la confusion et l'incertitude. Les dettes des États sont des inventions conçues pour que les dettes des banques deviennent les dettes des populations. La réalité de la crise est une réalité virtuelle conçue pour faire accepter l'état d'urgence, décrété pour généraliser la soumission volontaire aux nouvelles contraintes indispensables à la restructuration du capitalisme financier triomphant.

Comme une nouvelle guerre virtuelle contre un ennemi invisible, la crise mondiale nous menacerait, la Nation serait en péril, des mesures exceptionnelles sont prises pour sauver le pays, les droits et les libertés peuvent être restreints, l'unité de la nation contre le spectre de la crise est devenue obligatoire. La « *règle d'or* » est le mot d'ordre d'État auquel tout le monde doit se plier, afin d'accepter sans concessions l'austérité généralisée et la récession autodestructrice.

Le monde objectif tel que nous croyons le percevoir est notre invention, car il dépend de notre point de vue sur la situation. Percevoir avec les yeux du spectacle de l'économie, c'est déjà construire la réalité de l'état d'urgence, avec ses impératifs et ses restrictions. Sans jamais avoir conscience que notre façon de voir le monde, dépend du point de vue que l'on a adopté au départ, on considère donc comme allant de soi que tout le monde doit voir les choses de cette façon.

Nos modèles économiques de perception déterminent nos représentations du monde, ainsi que les prévisions catastrophiques que nous projetons dans cette réalité en crise. Une vérification de nos représentations est ainsi prise pour une vérification réelle et réussie dans ce monde concrètement inventé. Le fait même de porter une information sur le futur dans le présent est une prédiction qui engendre une réalité nouvelle en modifiant la perception du présent. L'inconnu du futur est interprété sur le modèle des prévisions projetées, et c'est cet autoréférencement qui permet de construire une vérité à toute épreuve. L'objectivité dépend de l'objectif fixé.

Dès que l'on prend des suppositions pour des données établies et vérifiées, l'idée même de les remettre en question n'est plus accessible. Tout système de croyances, une fois accepté et incorporé, est posé comme étant irréfutable, car il se vérifie par lui-même. L'incertitude de la connaissance est alors remplacée par la certitude de la croyance.

Une supposition que l'on croit vraie crée la réalité que l'on a supposée. La prédiction engendre la réalité qui va la générer, la solution finale crée le problème présent, la catastrophe crée la crise. L'important, dans le fait d'accepter un point de vue comme une réalité telle qu'on se l'est présentée, c'est que l'on considère, non seulement ce point de vue, mais aussi tout le reste, en fonction de cette acceptation.

*« Accepter une croyance et l'intégrer dans une conception du monde, c'est perdre la capacité de revenir en arrière et de la remettre en question. »*

Gabriel Stolzenberg, *L'invention de la réalité*

La crise inventée et répandue en continu par les organes de pression du spectacle dominant, devient véritablement réelle seulement si celui qui la perçoit croit aveuglément à cette invention. Une prédiction perçue comme une hypothèse ne peut plus se vérifier d'elle-même. C'est alors que la possibilité de remettre en cause le point de vue dominant, de désobéir et de jouer un jeu tout autre peut devenir réalisable. L'hérétique a donc toujours la possibilité de choisir, ce qui lui permet de vivre comme bon lui semble de manière autonome, utilisant les situations à son avantage, tout en s'auto-organisant et s'émancipant avec les autres.

Lukas Stella, *L'invention de la crise, Escroquerie sur un futur en perdition,*  
*Éditions L'Harmattan.*